



Aux sources du redressement productif

Jean-Luc Gaffard

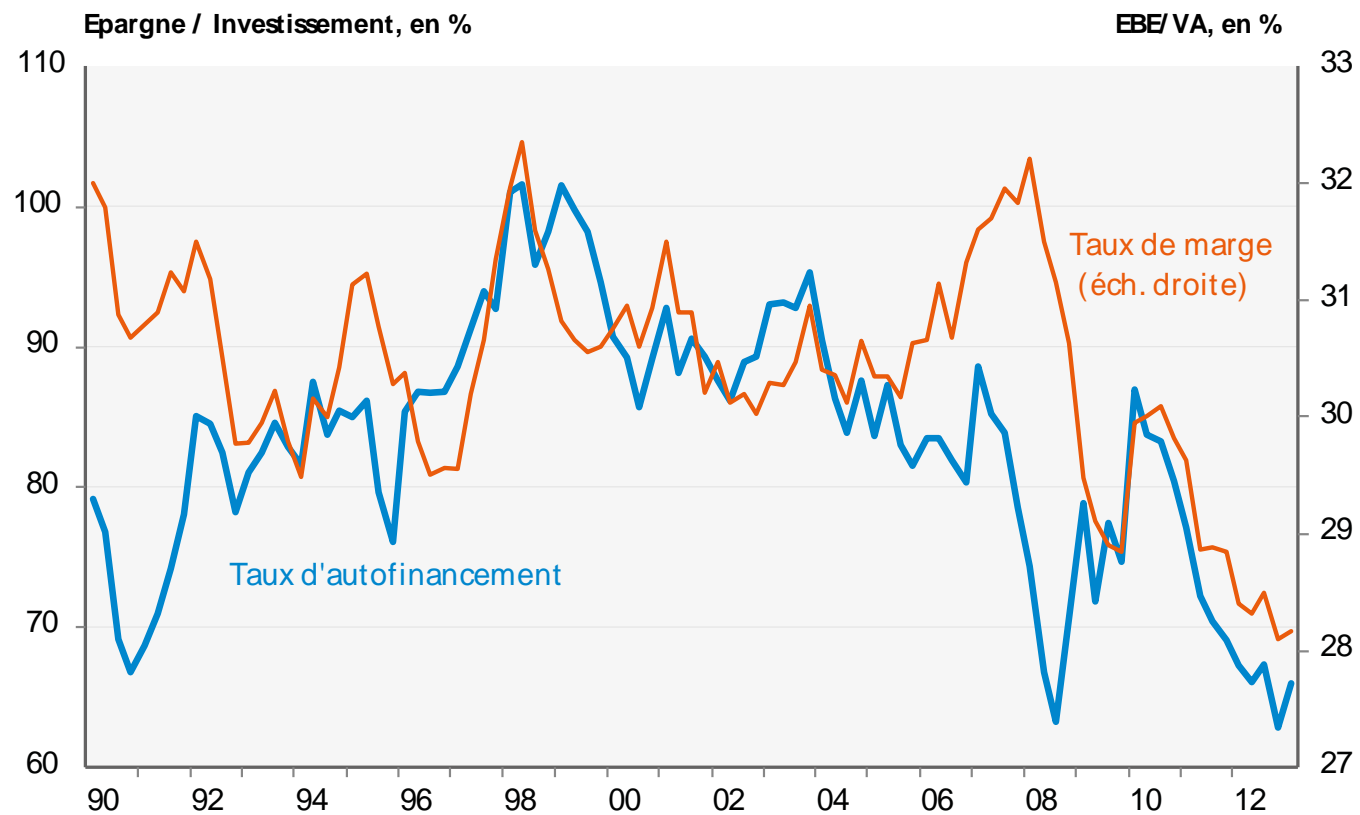
OFCE Sciences Po, Université de Nice Sophia
Antipolis, SKEMA Business School



LES TERMES DU DÉBAT

JECO 2013 : Les 4 stimulants de la
croissance des entreprises

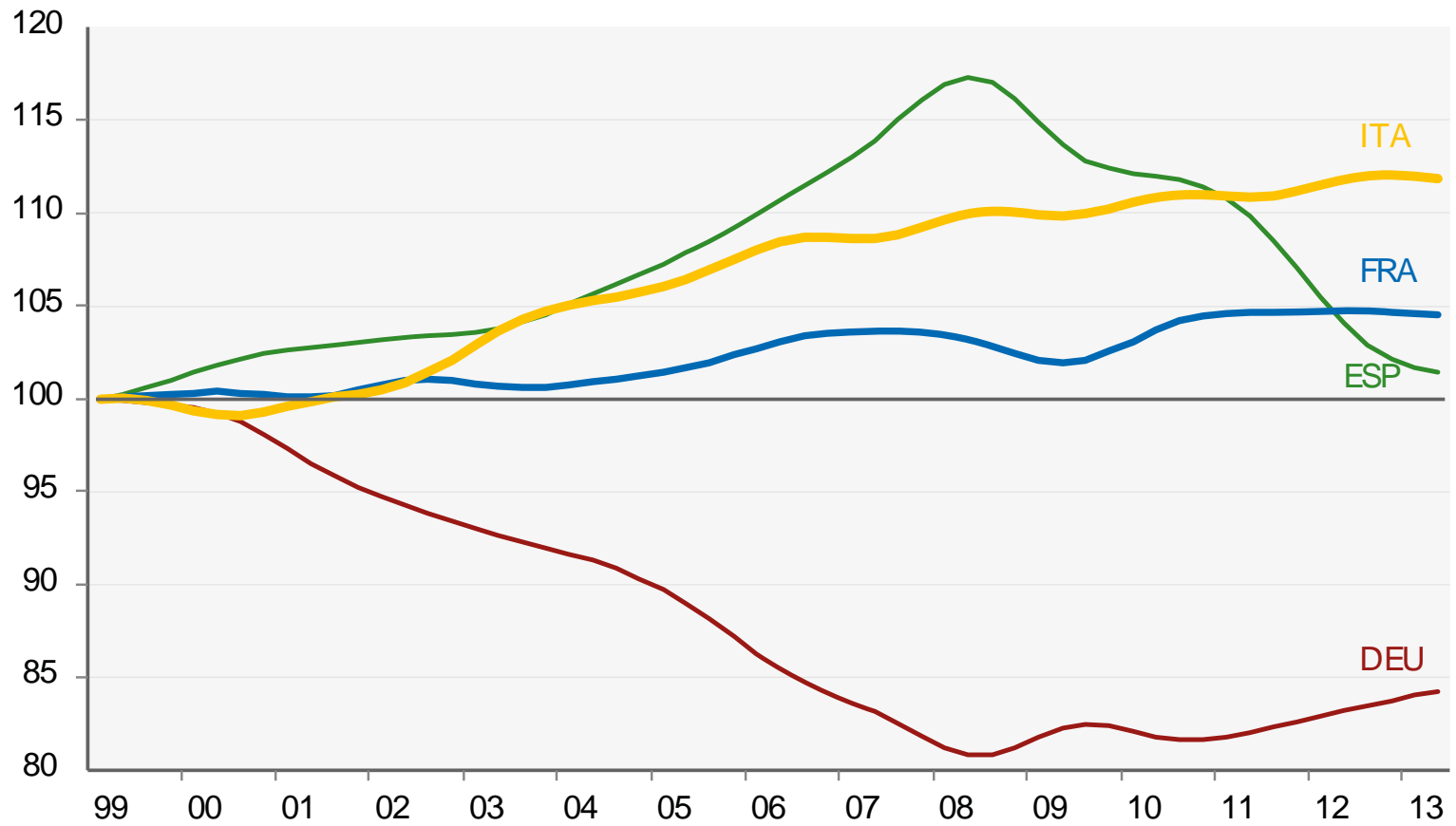
**Graphique 8. Taux de marge et taux d'autofinancement
des sociétés non financières**



Source : INSEE, comptes trimestriels.

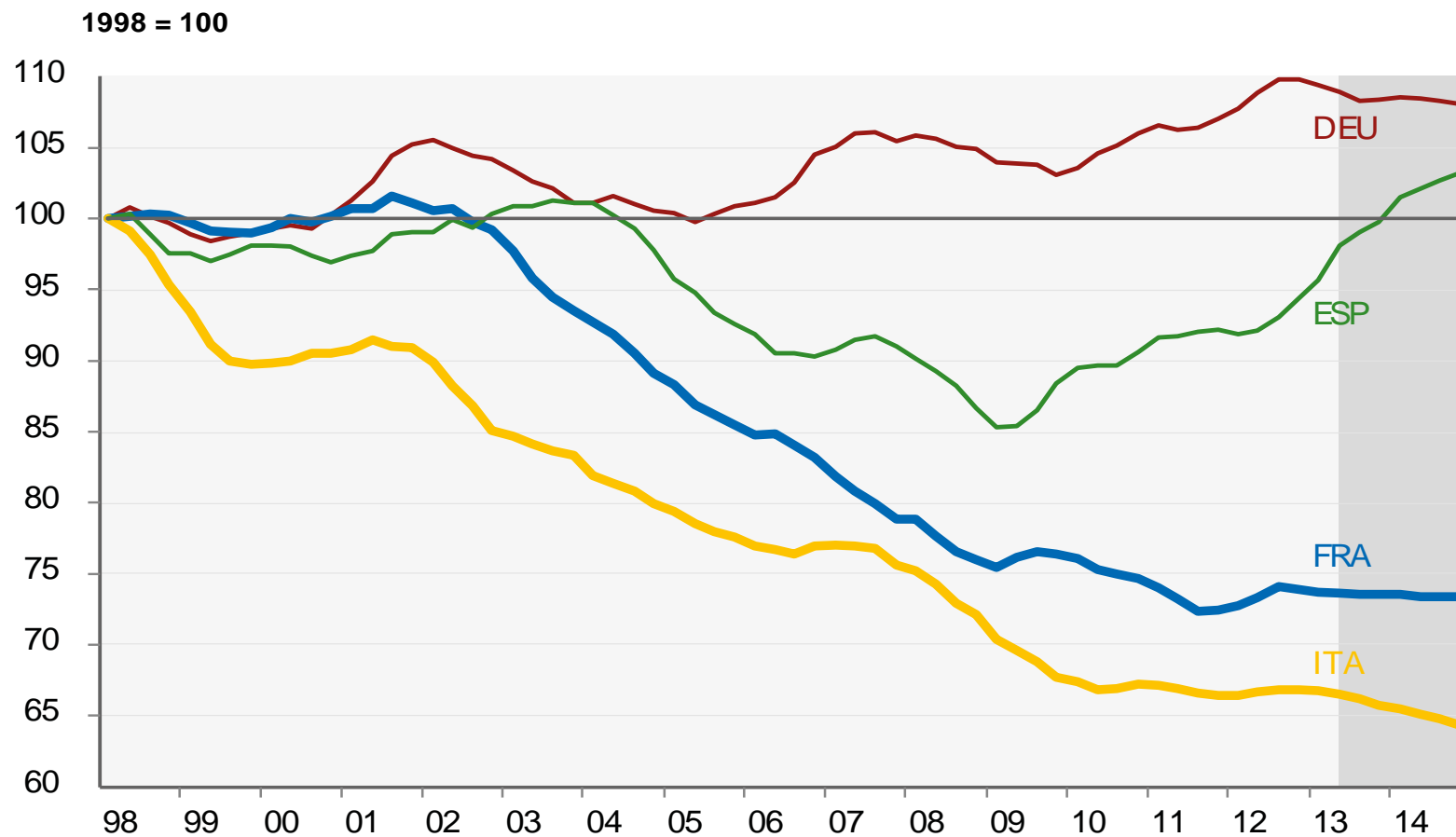
Graphique 16. Coûts salariaux unitaires dans les principaux pays européens

1999 = 100



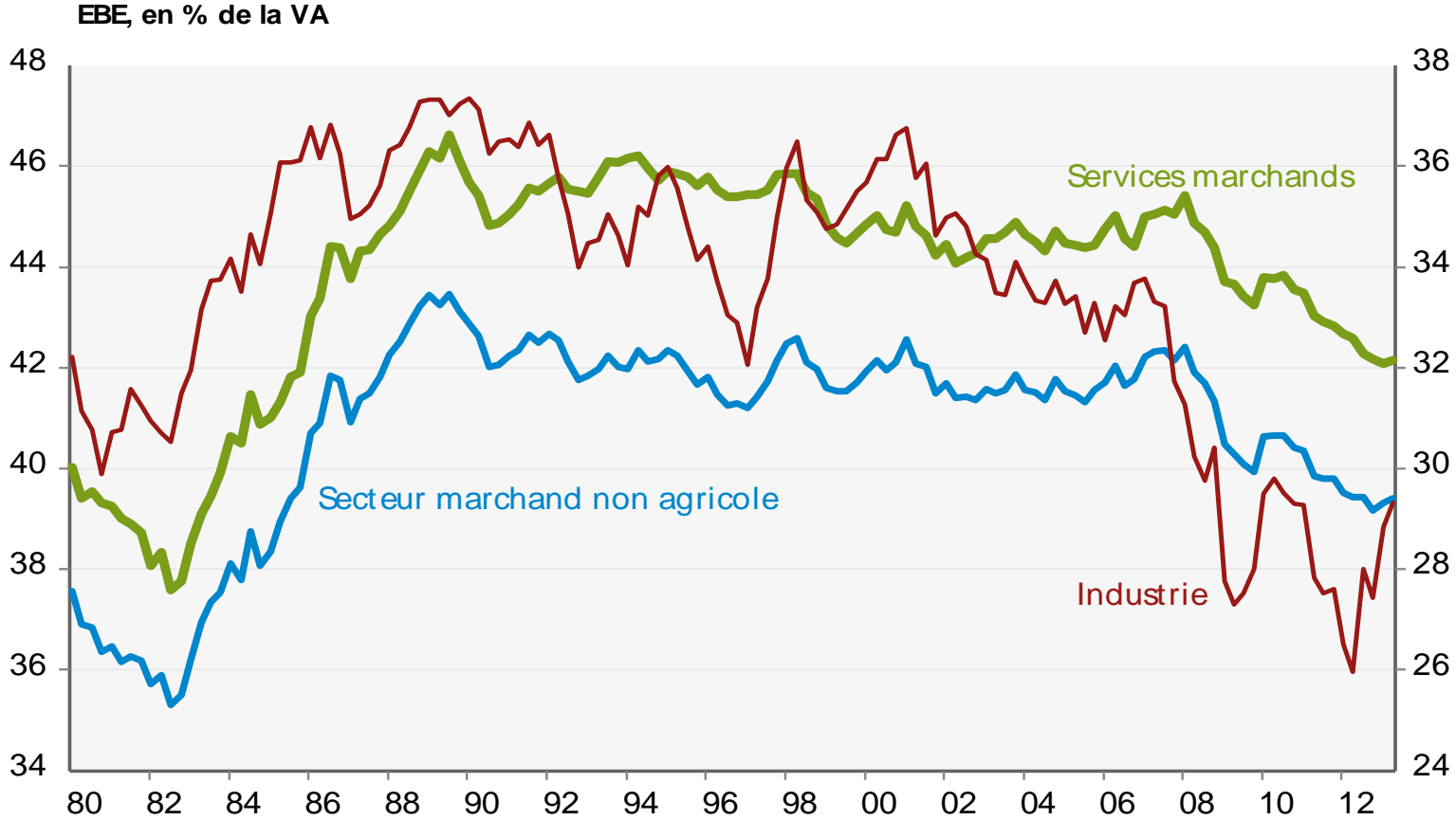
Sources : INSEE, calculs OFCE.

Graphique 17. Parts de marché à l'exportation des principaux pays européens



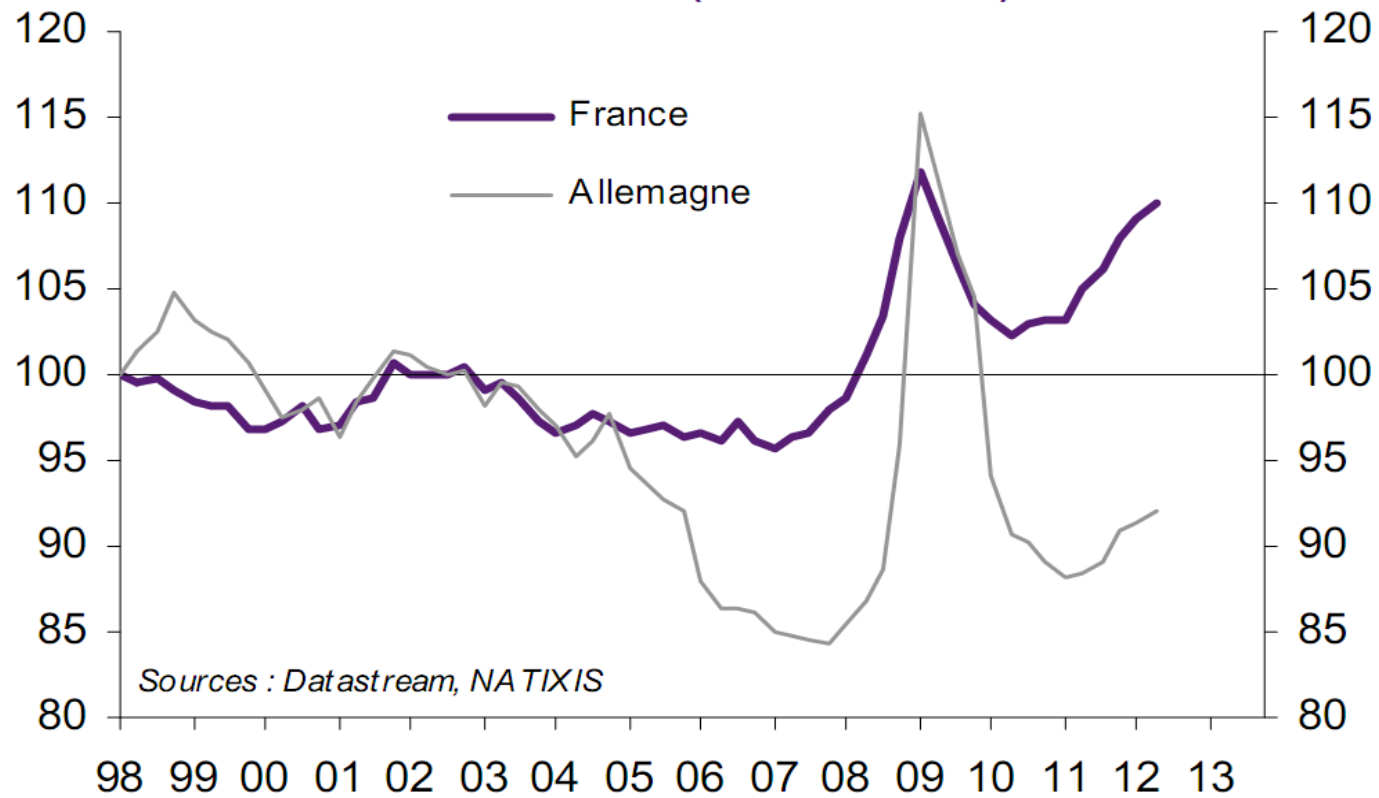
Sources : INSEE, calculs et prévisions OFCE.

Graphique 24. Taux de marge sectoriel

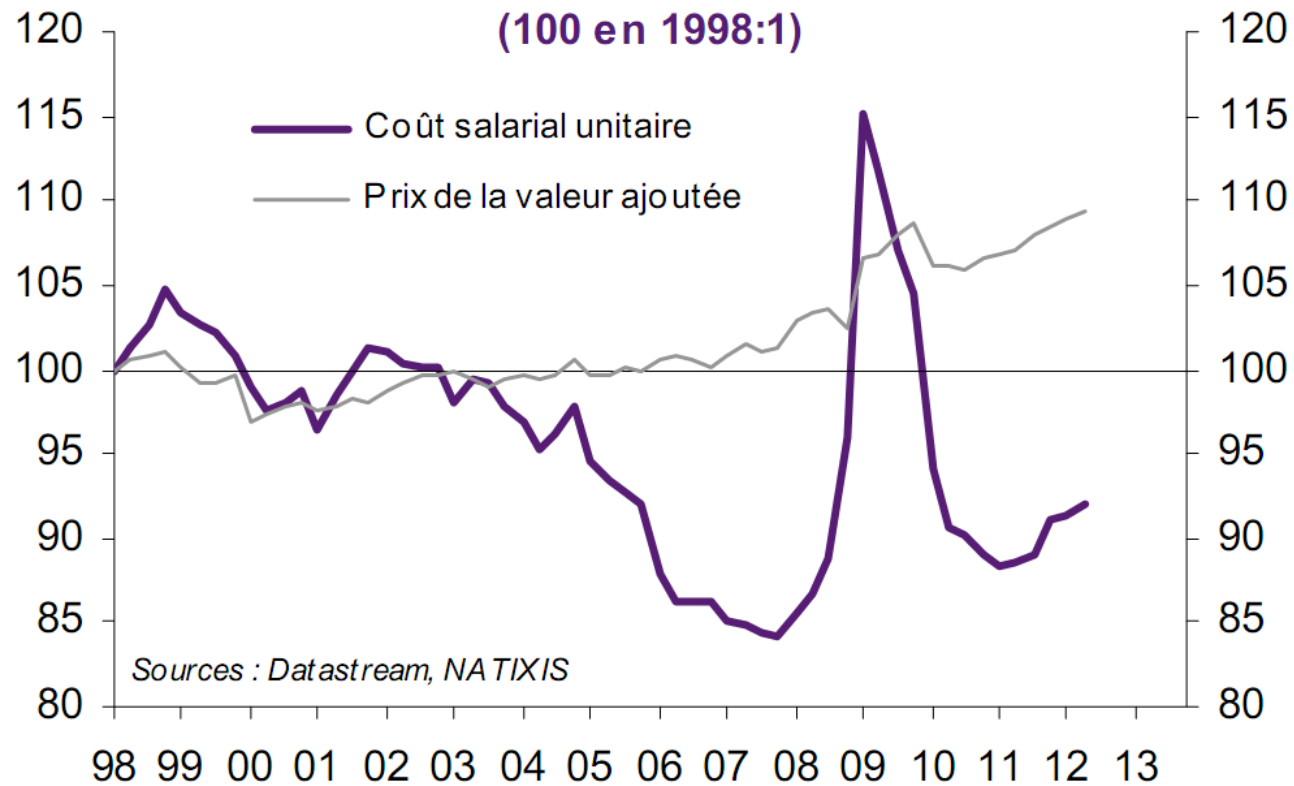


Source : INSEE, comptes trimestriels.

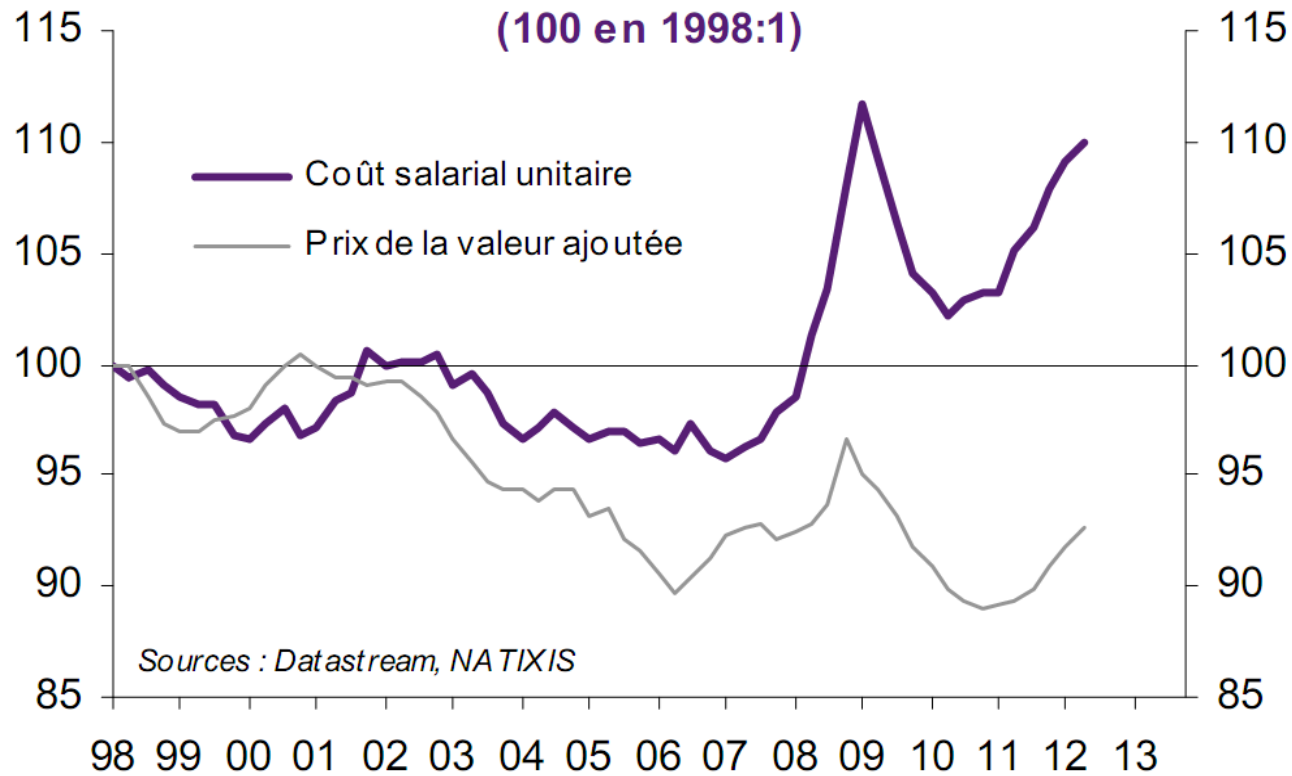
Graphique 1
Coût salarial unitaire dans le secteur
manufacturier (100 en 1998:1)



Graphique 6b
Allemagne : coût salarial unitaire et prix de la
valeur ajoutée dans le secteur manufacturier
(100 en 1998:1)



Graphique 6a
France : coût salarial unitaire et prix de la valeur ajoutée dans le secteur manufacturier
(100 en 1998:1)





Le défi entrepreneurial

- Les entreprises françaises enregistrent une perte de compétitivité qui s'exprime dans une hausse relative du coût unitaire du travail et une baisse relative du prix de la valeur ajoutée signifiant qu'elles sont concurrencées en prix.
- La recherche d'une compétitivité hors prix en innovant est entravée du fait de la faiblesse des taux de marge, et faute de disposer des moyens organisationnels d'y pallier



Le dilemme de la politique économique

- Abaisser les coûts salariaux au risque de contribuer à une concurrence fiscale et sociale dévastatrice pour la demande
- Maintenir le statu quo institutionnel et organisationnel au risque de priver les entreprises des moyens d'innover et de l'incitation à innover

Le consensus en vigueur

- La neutralité monétaire et budgétaire à l'échelle européenne assurée en appliquant des règles strictes
- La flexibilité des marchés de biens et du travail assurée en réalisant des réformes structurelles
- Sont présentées comme la garantie de rétablir la compétitivité des entreprises et de chaque pays

Les impasses du consensus

- L'application des règles fait courir le risque d'une concurrence fiscale destructrice
- L'offre compétitive ne réagit pas aux seuls signaux de prix. Elle dépend des incitations et de la capacité à investir
- Lesquelles supposent de savoir gérer la contrainte de temps liée à l'irréversibilité des investissements et à l'incomplétude de l'information de marché
- Des formes d'imperfection de marché (collusions, négociations) sont alors nécessaires



LES SOURCES DE LA COMPÉTITIVITÉ DES ENTREPRISES



Le choix d'innover

- Rétablir ou conserver la compétitivité à moyen terme exige d'innover
- Les innovations peuvent être technologiques, organisationnelles, impliquer la création de nouveaux produits ou l'exploration de nouveaux marchés



La difficulté d'innover

- L'innovation est génératrice de coûts non immédiatement recouvrables: elle coûte avant de rapporter
- Les entreprises doivent disposer d'un taux de marge suffisamment élevé et rester compétitives (en prix ou hors prix)
- Elles doivent avoir accès à un financement externe d'un montant suffisant sur une période suffisamment longue



L'exigence de compétitivité prix

- Disposer d'un taux de marge suffisamment élevé peut signifier de rechercher une compétitivité prix
- Le coût du travail peut être réduit par un allègement de charges et/ou une réduction des salaires
- Il peut être réduit grâce à une fragmentation internationale de la production



La nécessité d'une organisation industrielle adaptée

- Innover suppose de sécuriser ses propres investissements en s'assurant du niveau des investissements concurrents et complémentaires
- Cela requiert de mettre en œuvre une stratégie collusive (accords de coopération)
- Dans le but principal de produire une information de marché (sur la demande et les offres futures)



Des relations financières stables

- Les entreprises innovantes doivent bénéficier d'engagements de financement longs pour surmonter des difficultés temporaires de liquidité
- Ce bénéfice requiert pour l'entreprise d'avoir une relation contractuelle stable avec les banques et de garder le contrôle de son capital



LES OBJECTIFS ET MOYENS DE POLITIQUE ÉCONOMIQUE



Quelle politique industrielle?

- Plutôt que de cibler des secteurs ou des technologies, la politique industrielle doit être constituée d'un ensemble d'interventions horizontales concernant les relations entre firmes, entre firmes et salariés, entre firmes et intermédiaires financiers, entre firmes et institutions publiques de recherche.
- Les aides doivent être dédiées, non à soutenir des champions nationaux ou des secteurs de haute technologie, mais à encourager la coopération entre firmes, incluant les firmes en concurrence entre elles



Le dilemme de la politique industrielle

- D'un côté des arrangements établis aide les entreprises à investir et à innover, de l'autre il est dans la nature de ces arrangements que de pouvoir être utilisés pour cacher des inefficiences ou extraire des profits indus.
- *“The imperfections identified in the market failure approach, therefore, can be viewed in a different perspective, as integral and necessary aspects of the production and the dissemination of knowledge in a market economy. In this perspective it is surely perverse to call them imperfections. This is, of course, not a new point; for those who have studied Schumpeter they are the natural features of an economic process driven by creative destruction” Metcalfe (1998)*



Quelle politique financière?

- Créer les conditions de stabilité des relations de financement
- Reconnaître que la banque de relation continue de fournir les liquidités nécessaires quand l'entreprise est en difficulté temporaire
- Faire échapper les activités de crédit aux aléas des activités de marché



Quelle politique de marché du travail?

- Au lieu d'être orientée vers le démantèlement de la protection sociale
- Elle doit promouvoir des formes d'organisation du marché du travail (externe et interne) et de négociations qui favorisent l'accumulation de capital humain en même temps qu'elles favorisent la gestion du temps.
- Elle doit éviter la segmentation du marché et le dualisme

Quelle politique fiscale?

- Réorganiser les prélèvements obligatoires de façon à alléger les charges pesant sur le travail, sans pour autant créer un biais en faveur du travail non qualifié
- Réorganiser les prélèvements obligatoires de manière à favoriser les productions de biens et services à caractère industriel, échangeables dans le commerce international



Quelle politique budgétaire?

- Poursuivre un objectif de demande globale sans tabler, sinon à court terme, sur les effets stabilisant de la hausse la dette publique
- Concevoir un rétablissement des comptes publics susceptible de concourir au soutien de la demande en révisant le système de taxes



Le dilemme européen

- La divergence croissante des performances réelles des économies européennes semble plaider en faveur des règles du consensus
- Alors que le retour à la convergence requiert des politiques structurelles non réductibles aux réformes visant la flexibilité des marchés